

Général Toufik : c'est «une tentative délibérée de me porter préjudice»

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4745 - Mardi 2 avril 2019 - Prix : 10 DA

Parquet d'Alger

Enquêtes sur des faits de corruption et interdiction de sortie à l'étranger

Page 4

Formation du nouveau gouvernement

Avis partagés de la classe politique

Page 2

A Tunis, la Turquie traitée à égalité avec l'Iran

Par Mohamed Habili

Pour la première fois un sommet de la Ligue arabe a dénoncé à l'issue de ses travaux l'immixtion dans les affaires intérieures de ses membres non plus seulement celle de l'Iran, comme cela est désormais habituel, mais également celle de la Turquie, ce qui n'est pas sans susciter des interrogations. Qui plus est, en des termes qui les mettent sur un pied d'égalité pour le tort qu'ils causent aux pays arabes victimes de leurs menées, pays non spécifiés cependant, encore qu'ils soient faciles à deviner s'agissant de l'Iran. Mais si l'on croit savoir pourquoi l'Iran conserve son titre de principal foyeur de troubles et de terrorisme dans les pays arabes, du moins au sentiment des plus influents d'entre eux, au premier rang desquels l'Arabie saoudite, on ne sait pas avec exactitude à quoi la Turquie doit de se trouver d'être ainsi comprise dans la même dénonciation. Serait-ce pour son rôle dans la crise syrienne, dont pour le moins elle contribue à prolonger la durée ? Auquel cas, ce serait pour la bonne cause. Mais ne serait-ce pas plutôt pour son attitude toute d'intransigeance à l'égard du prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, qu'elle tient pour le commanditaire de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi survenu en octobre de l'année dernière à Istanbul ? Et dans ce cas, ce serait plutôt à l'honneur de la Turquie, même si l'attitude de principe qui a été la sienne en l'occurrence n'était probablement pas dénuée d'arrière-pensées moins vertueuses.

Suite en page 3

Décision qui sera précédée par d'«importantes mesures» présidentielles

Bouteflika démissionnera avant la fin de son mandat



PH/D. R.

AFP

C'est à la fois une information attendue et qui relève du coup de théâtre qui a été livrée hier en fin d'après-midi sous forme de communiqué de la Présidence de la république, repris par l'APS. Lire page 2

Béjaïa

Mobilisation des travailleurs affiliés à l'UGTA

Page 2

Aïn Témouchent

Coup d'envoi du Festival national des marionnettes

Page 13

Décision qui sera précédée par d'«importantes mesures» présidentielles

Bouteflika démissionnera avant la fin de son mandat

■ C'est à la fois une information attendue et qui relève du coup de théâtre qui a été livrée hier en fin d'après-midi sous forme de communiqué de la Présidence de la République, repris par l'APS.

Par Nadjib Stambouli

Cette dépêche, succincte, mentionne le départ de Bouteflika avant la fin de son mandat, en ces termes : Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, démissionnera «avant le 28 avril prochain», date de la fin de son mandat électif, mais il

Répondant à des allégations portées contre lui par Echourouk Général Toufik : c'est «une tentative délibérée de me porter préjudice»

POUR la première fois, le général Toufik répond à des allégations portées contre lui, et ce sans doute en raison la gravité des accusations que lui attribue la chaîne de télévision privée Echourouk. Ce dimanche, l'ex-Patron du DRS rend publique une déclaration dans laquelle il se défend des accusations d'Echourouk selon lesquelles il aurait rencontré des agents des services secrets français. « Dans la soirée du 30 mars 2019, la chaîne de télévision Echourouk s'est prêtée volontairement à une manipulation grossière en donnant une information invraisemblable qui ne correspond ni à mon éthique ni à mes principes », écrit en premier lieu le général Toufik dans une déclaration.

Affirmant : « Je n'ai jamais rencontré, ne serait-ce qu'une seule fois, le personnage des services de sécurité qui est cité comme ayant assisté à cette pseudo-réunion, depuis que j'ai quitté mes fonctions », le général de corps étrangers pour évoquer des sujets relevant de la souveraineté nationale est une tentative d'élaborer délibérée de me porter préjudice ».

Et pour cause dira-t-il, « je suis connu à l'intérieur du pays et en dehors pour avoir combattu toutes les ingérences extérieures qu'elles soient politiques, culturelles ou économiques ». Faisant que, « quelle que soit la gravité des problèmes politiques qui traversent le pays, je ne peux dévier en aucun cas le principe de la défense de la souveraineté nationale » poursuivra-t-il « C'est une règle immuable que j'ai toujours respectée dans mon comportement et mes actes », conclura Mohamed Mediene, général de corps d'armée à la retraite. L.N.

devrait prendre d'importantes mesures pour assurer la continuité du fonctionnement des institutions de l'Etat durant la période de transition», indique lundi un communiqué de la présidence de la République. «La nomination du nouveau gouvernement en date du 31 mars 2019 par son Excellence M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République, sera suivie par d'importantes décisions qu'il prendra, conformément aux dispositions constitutionnelles, à l'effet de permettre d'assurer la continuité du fonctionnement des institutions de l'Etat durant la période de transition qui s'ouvrira à la date à laquelle il décidera sa démission», précise la même source. «Ladite démission du président de la République interviendra avant le 28 avril 2019, date de la fin de son mandat électif», ajoute le communiqué. C'est là une décision qui met fin à plusieurs semaines de tensions et de pressions en tout genre et qui contribue grandement à injecter une atmosphère d'apaisement à un climat pour le moins tendu. Y est également annoncée l'entame d'une «période de transition qui s'ouvrira à la



date à laquelle il décidera sa démission». Cette décision, qui selon le même communiqué précède d'importantes mesures à venir et qui seront prises par Bouteflika pour assurer la continuité institutionnelle, succède à celle prise la veille, celle de la

formation du gouvernement sous la conduite de Noureddine Bedoui, et dont la principale caractéristique, par-delà les appréciations divergentes des uns et des autres, est l'injection de sang neuf dans la gestion des affaires du pays. Il est à a souli-

gner en outre que cette annonce de la prochaine démission du Président de la République, tout en restant dans le cadre constitutionnel, annule de fait l'application de l'article 102 demandée par diverses forces politiques ainsi que par le chef d'état-major de l'ANP, Ahmed Gaid-Salah. Quelles que soient les réactions que ne manquera pas de susciter cette importante décision, au sein de la classe politique, entre accueils favorables et d'autres qui le seront moins, ce qui est le propre de toute démocratie, il est quasiment certain qu'elle injectera un souffle d'apaisement au sein de la société algérienne. Le climat politique au sein de la population qui fait montre d'une grande maturité sous le sceau de «silmya» n'est pas moins marqué par des flux d'impatience que cette annonce émanant de la Présidence de la République tend grandement à calmer. Les mesures à venir ne manqueront pas d'aller dans le sillage des attentes générales et de contribuer à insuffler une atmosphère de sérénité attendue et souhaitée depuis plusieurs semaines de crise qui ne demande qu'à être conjuguée au passé. N. S.

Formation du nouveau gouvernement

Avis partagés de la classe politique

Au lendemain de l'annonce de la formation par le Président Bouteflika du nouvel exécutif conduit par le Premier ministre, Noureddine Bedoui, composé de 27 ministres dont six membres de l'ancien gouvernement reconduits, alors que les partis de l'Alliance présidentielle continuent de camper dans leur attitude de mutisme, ce sont beaucoup plus les partis de l'opposition, sauf le MSP, ainsi que l'ancien P/APN qui se sont exprimés sur cette composante gouvernementale nouvelle. Abdelaziz Ziari, ancien président de l'Assemblée populaire nationale, considère que la désignation, dimanche, par le président Bouteflika d'un gouvernement chargé de piloter la transition est une «nécessité technique», pour explique-t-il, gérer les affaires de l'Etat et garantir les engagements de l'Algérie vis-à-vis de ses partenaires étrangers. C'était hier matin, lors de son passage à l'émission «L'Invité de la rédaction» de la Chaîne III de la Radio algérienne. En outre, à propos des manifestations populaires qui ont émaillé le pays au cours des dernières semaines, Ziari estimera que «c'est parce que les réformes profondes qui auraient dû se faire dans l'appareil d'Etat n'ont pas eu lieu, que le pays a abouti à la situation délicate dans laquelle il se trouve présentement». «Puisque nous parlons d'un changement de système, le défi consistera à inaugurer un nouveau mode de gouvernance, sur la base d'un équilibre entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, des réformes

revendiquées», dira-t-il. Le fond du problème, enchaînera l'ancien P/APN, «est de savoir comment réinstaurer la confiance entre le peuple et ses dirigeants».

La formation du nouveau gouvernement, «un acte provocateur»

De son côté, qualifiant de «provocation» la composante de ce nouveau gouvernement, Ali Benflis, président du parti Talaie El Houriyet, dans un communiqué écrira que «la formation du nouveau gouvernement telle qu'elle a été annoncée n'exprime rien d'autre qu'une persistance dans la provocation et le défi. Elle ne procède d'aucune façon d'une volonté d'apaisement». Cette nouvelle équipe gouvernementale, ajoutera-t-il, «n'est pas à la hauteur de la gravité de la crise du régime actuelle et des exigences politiques, institutionnelles et constitutionnelles de l'impasse historique à laquelle l'Algérie est confrontée» tant et plus poursuivra-t-il que le «peuple veut un changement de régime», le pouvoir lui «propose un faux changement de gouvernement». En somme pour le président de Talaie El Houriyet, la formation de ce nouveau gouvernement relève «plus de l'acte provocateur» qui «attise la colère légitime» que d'une volonté d'apaisement que les circonstances exigent». Un acte de «provocation» que dénoncera également Mouhcine Belabbas, président du RCD sur sa page Facebook.

Louisa Hanoune : un pseudo-changement dans le gouvernement

A son tour, le secrétaire permanent du bureau politique (SPBP) du Parti des travailleurs réagit à la formation du nouvel exécutif qu'il qualifie d'«un pseudo-changement dans le gouvernement» traduisant «une nouvelle tentative de sauvetage du système». «Par-delà les personnes qui ont intégré le gouvernement, sélectionnées sur la base de critères obscurs et qui pour certaines relèvent de l'ubuesque, cette vaine opération de replâtrage, attribuée au président de la République est un contournement de la volonté de l'écrasante majorité de chasser un système obsolète et périmé», ajoute le parti de Louisa Hanoune dans un communiqué. En effet, poursuivra le SPBP du PT, il s'agit là d'«un déni clair des aspirations de la majorité du peuple d'exercer sa pleine souveraineté». «Les dizaines de millions d'Algériennes et d'Algériens qui depuis le 22 février sont mobilisés pacifiquement, sauront déjouer toutes les manigances des forces dans et en dehors des institutions délitées qui s'acharment contre les aspirations de l'écrasante majorité du peuple», ajoute encore le SPBP du PT.

FFS : «Mépris caractérisé à l'égard du peuple révolté»

S'agissant du FFS, le plus vieux parti de l'opposition dénonçant «l'entêtement une

fois de plus du pouvoir dans sa course effrénée tout droit dans le mur», estimera que le pouvoir «cherche à gagner plus de temps». Et pour cause, écrira le FFS dans un communiqué, «le maintien du général major Gaid-Salah dans son poste au gouvernement raisonnable à lui seul comme une cinglante réponse à ceux qui croyaient au miracle au sein du sérail». Et d'estimer à ce propos que «le régime a décidé une fois de plus d'ignorer les revendications légitimes et pressantes de la quasi-totalité du peuple algérien qui aspire et se bat pour le changement radical de ce système». En fait, pour le parti de feu Ait Ahmed, cette composition du gouvernement est un «mépris caractérisé à l'égard du peuple révolté». Aussi, «le FFS réaffirme son engagement à rester mobilisé jusqu'à la satisfaction complète des revendications populaires pour la liberté, la démocratie et l'autodétermination», conclut le communiqué.

«Exclusion des cadres de la communauté nationale à l'étranger»

Enfin, l'on notera également la réaction de Samir Chaabna, parlementaire de la communauté algérienne en France, sur une chaîne de télévision privée, où il déplorera «l'exclusion des cadres algériens à l'étranger dans la composante du nouvel exécutif», tout en précisant que d'ici «l'année prochaine leur nombre atteindra plus d'un million».

Lynda Naili

Marché des fruits et légumes

La flambée des prix persiste

■ Les marchés des fruits et légumes ont enregistré, ces jours-ci, une flambée des prix qui agace les ménages aux faibles revenus.

Par Meriem Benchaouia

La hausse des prix a touché essentiellement les produits phares consommés par les familles algériennes. En effet, les consommateurs assistent impuissants à une hausse exagérée et injustifiée des prix de produits de grande consommation. Une situation qui indispose les citoyens, désarmés devant ce diktat imposé par certains commerçants et qui met en évidence les carences de régulation du marché. Les événements que connaît le pays ont entraîné une envolée des prix et les spéculateurs ont rebondi, profitant de la situation pour faire des affaires sur le dos des citoyens. Si cette situation est préjudiciable à plus d'un titre pour les familles, les commerçants, eux, nagent dans le bonheur. Cela représente pour eux une période des vaches grasses idéale pour renflouer les caisses. Les arguments avancés par les vendeurs sont les prix élevés à l'achat chez les grossistes et les problèmes d'approvisionnement en cette période. Ce sont, en fait, les événements de ces dernières semaines qui sont derrière la rareté de certains légumes et fruits. La loi de l'offre et de la demande fait le reste. Au final, c'est le consommateur confronté à cette hausse qui doit gérer afin de ne pas trop esquinter sa bourse. Ceux qui ont fait leur marché récemment ont certainement ressenti cette hausse. Des ménagères rencontrées n'ont pas été avares en mots pour évoquer la fièvre des prix des légumes qui a tendance à s'inscrire dans la durée. Sur les étals



PH. L. Sorayaji / A

le constat est sans appel. Il faut payer le prix fort pour acheter des légumes. Il est clair, pour tous les citoyens, que le diktat des intermédiaires reste de mise. Un diktat qui persiste tout au long mais qui tend à devenir encore plus étouffant. Sur les étals des marchés de la capitale les prix restent inaccessibles. Malek, jeune commerçant, considère toutefois que cette flambée est due aussi au manque d'approvisionnement. «A cet effet, les commerçants profitent de l'aubaine pour multiplier les prix», nous confie encore notre interlocuteur. Un autre citoyen nous a exprimé son inquiétude, tout en déplorant

que «si cela continue comme ça, la situation évoluera vers une anarchie générale». Les tarifs des produits agricoles affichés sur les étals hier donnent froid dans le dos et face à cette situation les consommateurs n'ont de cesse de se plaindre, mais en dépit de cela ils achètent. «On n'a pas le choix», nous a confié un père de famille. Une tournée à travers les marchés renseigne suffisamment sur l'état d'esprit des consommateurs. Sans surprise, les Algériens sont réellement inquiets, voire désemparés. Les prix sont vraiment hors de portée de la bourse moyenne. Pour de nombreux consommateurs cette spéculation est

due au manque de régulation du marché. Ils demandent à l'État de prendre ses responsabilités pour permettre aux ménages de survivre. De nombreux chalandiers rencontrés ont exprimé leur mécontentement à l'égard de ces prix, expliquant ce fait par la spéculation et le monopole exercés par certains détaillants en l'absence d'un contrôle et d'un suivi des marchés de gros et des chambres froides, notamment. Ainsi, la pomme de terre a été cédée hier jusqu'à 70 DA le kilo dans la majorité des marchés et rares étaient les marchands qui la proposaient à 60 ou 65 DA. Ce tubercule, réputé comme légume des pauvres, est désormais inaccessible pour les petites bourses. Quant à la tomate, elle ne descend pas sous la barre des 120 DA/kg et la laitue est cédée à 140 DA. Les navets et la carotte sont vendues entre 90 et 100 DA/kg. La même fourchette des prix est maintenue du côté des marchands ambulants. Leurs prix ne diffèrent pas de ceux affichés sur les ardoises exposées dans les marchés. L'oignon, incontournable légume pour les ménages, est proposé à 80 DA/kg. Les haricots verts ont atteint les 500 DA/kg. Les poivrons sont entre 200 et 220 DA et les courgettes à 150 DA. Pour ce qui est des fruits de saison, il faut dire que cette année le marché enregistre une large disponibilité mais les prix restent élevés et hors de portée pour la majorité des ménages. Ainsi, la banane est cédée entre 270 et 300 DA le kg, les oranges entre 160 DA et 180 DA, les fraises entre 220 DA et 250 DA, les pommes jusqu'à 280 DA.

M. B.

Dès la semaine prochaine Lancement des inscriptions en première année primaire et préscolaire

Dans une semaine, les inscriptions en première année primaire et en préparatoire, au titre de l'année scolaire 2019-2020, débuteront dans les différents établissements scolaires et s'étaleront jusqu'au 30 juin. Les parents dont les enfants sont âgés au moins de 6 ans et ceux nés en 2013 sont invités à les inscrire dans l'une des écoles proches de leur domicile. Alors que les enfants nés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2014 doivent être inscrits en classes préparatoires. Les établissements éducatifs auraient reçu des instructions afin de ne pas accueillir plus de 25 élèves en classes préparatoires. Le ministère de l'Éducation nationale a, en effet, envoyé une correspondance à l'ensemble des directions de l'Éducation à travers le territoire national, en vertu de laquelle ces dernières sont instruites d'entamer l'opération des inscriptions, en recevant les dos-

siers des nouveaux élèves à inscrire en première année primaire et préscolaire, conformément à l'âge légal, et ce, jusqu'au 30 juin prochain. Le ministère a insisté sur la nécessité de respecter le découpage géographique lors des inscriptions pour assurer une meilleure répartition des élèves sur les différents établissements scolaires et de réunir les conditions nécessaires d'une rentrée scolaire dont la date a été fixée, pour rappel, au 4 septembre 2019. La tutelle a également fait état de la possibilité accordée aux enfants souffrant de maladies chroniques et aux besoins spécifiques de s'inscrire à l'école qui leur convient. A cet effet, les directeurs des établissements scolaires ont été instruits d'afficher une note annonçant le lancement des inscriptions pour informer les parents et les sensibiliser sur la nécessité de respecter le délai de dépôt des dossiers d'inscription. Pour

assurer sa réussite, les inspecteurs de l'enseignement du cycle primaire ont été chargés de suivre de près cette opération. Il convient de rappeler qu'au titre de la rentrée scolaire 2018/2019, plus de 9 millions d'élèves ont rejoint les bancs de l'école dans les trois cycles scolaires, répartis sur 27 351 établissements éducatifs à travers l'ensemble du territoire national. L'accent a été mis, au cours de la précédente rentrée, sur l'importance de consentir davantage d'efforts pour garantir un enseignement de qualité, à travers la formation des enseignants et l'accès de tous les élèves aux manuels scolaires avant le début de la rentrée scolaire. A ce titre, le ministère de l'Éducation nationale a élaboré un plan national de formation (2017-2020) qui accorde une importance primordiale aux apprentissages et à l'acquisition de connaissances dans un environnement scolaire adéquat.

Des mesures incitatives s'inscrivant, entre autres, dans le cadre de la politique éducative en Algérie, ont été adoptées depuis quelques années et reposent sur l'instauration d'un cadrage stratégique des opérations à entreprendre jusqu'en 2030, pour assurer la continuité de la mise en œuvre de la réforme du système scolaire, dont le principal objectif est l'enseignement de qualité. Dans la continuité des réformes, le secteur de l'Éducation nationale s'attelle à développer un ensemble d'approches inscrites au plan d'action du gouvernement. Parmi ces actions, figurent l'amélioration de la maîtrise des langages fondamentaux au primaire, la réforme du système d'évaluation pédagogique, la généralisation progressive de l'enseignement de l'amazigh, l'amélioration de la gouvernance dans le système scolaire en poursuivant la numérisation du secteur, le renforce-

LA QUESTION DU JOUR

A Tunis, la Turquie traitée à égalité avec l'Iran

Suite de la page une

Cette affaire a apporté la preuve qu'à la rivalité bien connue entre l'Iran et l'Arabie saoudite pour la domination dans la région, il convenait d'en ajouter une deuxième, opposant quant à elle cette même Arabie saoudite à la Turquie, du moins à la Turquie de Recep Tayyip Erdogan. Or cette rivalité ne s'est pas manifestée uniquement à cette occasion, mais également à celle de la rupture, en forme de blocus, survenue d'une part entre l'Arabie saoudite et de trois autres pays arabes, le Qatar d'autre part. Dans cette crise, la Turquie n'a pas seulement pris position en faveur du Qatar, elle y a même envoyé des troupes pour le défendre en cas d'agression armée contre lui. On le voit donc, l'Arabie saoudite a au moins deux bonnes raisons d'inscrire la Turquie au nombre des pays occupés à déstabiliser le monde arabe, parmi lesquels, soit dit en passant, ne figurent bizarrement ni les États-Unis ni même Israël. Tout cela n'aurait pas grand intérêt si elle gardait ses inimitiés pour elle-même et pour ses alliés les plus proches. Le problème, c'est que ses différends d'avec autrui ont tendance à devenir ceux de tout le monde arabe, en tout cas dans les communiqués finaux de ses sommets. S'agissant plus particulièrement de la Turquie, le bon procès à lui faire, c'est celui de ses actes en Syrie, qui dans l'immédiat ont pour effet de retarder le rétablissement de la paix sur l'ensemble de son territoire. Non seulement elle occupe une partie du nord de la Syrie, mais elle nourrit l'intention d'y rester un temps indéterminé. Prétendument juste pour empêcher les Kurdes syriens de créer leur propre État autonome, en réalité à des fins d'annexion. En cela, sa politique syrienne n'est pas si différente de celle d'Israël, qui vient de se faire reconnaître par les États-Unis l'annexion du Golan. Mais ce n'est pas pour ses visées territoriales en Syrie qu'elle est dénoncée au même titre que l'Iran comme un fauteur de troubles dans le monde arabe.

M. H.

ment de l'éducation à la citoyenneté et la mise en œuvre du programme national de formation en direction de tous les person-

Thinhinene Khouchi

Contre toutes formes de violence

Session de formation sur la protection de la femme

■ L'Institut national de police criminelle (INPC) de Saoula a lancé, dimanche, une session de formation sur «les mécanismes de protection de la femme et de la fille contre toutes formes de violence, à la lumière des conventions internationales et de la législation algérienne».

Par Samiha Ayoub

Organisée par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), en collaboration avec le bureau de l'entité des Nations unies pour l'égalité

Parquet d'Alger Enquêtes sur des faits de corruption et interdiction de sortie à l'étranger

DES ENQUÊTES préliminaires sont mises en œuvre pour des faits de corruption et de transfert illicite de capitaux vers l'étranger, a annoncé, hier dans un communiqué, le Parquet général près la Cour d'Alger qui confirme, en outre, l'interdiction «conservatoire» de sortie du territoire national de certaines personnes.

«Conformément à l'article 11 alinéa 3 du code de procédure pénale, le Parquet général près la Cour d'Alger porte à la connaissance de l'opinion publique que des enquêtes préliminaires sont mises en œuvre pour des faits de corruption et de transfert illicite de capitaux vers l'étranger», précise la même source.

Dans ce cadre et «pour les nécessités des enquêtes», le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed a procédé à l'application des dispositions de l'article 36 bis 1 du code de procédure pénale et pris des mesures conservatoires en ordonnant l'interdiction de sortie du territoire national à l'encontre de certaines personnes», ajoute le communiqué sans donner plus de détails. M. L.

Accidents de la route Quatre morts et 125 blessés les 29 et 30 mars

QUATRE personnes ont trouvé la mort et 125 autres ont été blessées dans 105 accidents de la circulation survenus les 28 et 29 mars dernier au niveau des zones urbaines, a indiqué hier un bilan de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Les causes de ces accidents sont dues essentiellement au facteur humain, outre d'autres facteurs, selon la même source. La DGSN réitère son appel aux usagers de la route à faire preuve de vigilance lors de la conduite, au respect du code de la route et de la vitesse limitée et à soumettre leur véhicule au contrôle périodique en vue de préserver les vies humaines, a précisé la même source. La DGSN rappelle les numéros vert 1548 et de secours 17 mis à la disposition des citoyens 24h/24h. M. L.

des sexes et l'autonomisation des femmes-ONU-Femmes, cette session de formation de trois jours a été inaugurée par le directeur de l'enseignement et des écoles de la DGSN, en présence de la représentante de l'ONU-Femmes au Maghreb arabe, avec la participation de spécialistes algériens et étrangers.

S'inscrivant dans le cadre de l'application du plan annuel de formation pour l'année 2019, cette formation vise à permettre aux cadres de la police participants de renforcer leurs connaissances dans les volets juridiques et de s'enquérir des différents mécanismes internationaux de promotion des droits de l'homme et de lutte contre les différentes formes de discrimination entre les deux sexes, à la lumière des conventions internationales et de la législation algérienne.

Le programme de formation prévoit également des interventions sur les prérogatives de la



police judiciaire et les mécanismes de prise en charge des femmes et filles victimes de violence, ainsi que les mesures à prendre pour traiter les ques-

tions y afférentes, outre les moyens d'assurer une coordination entre les brigades spéciales de la police et les différents départements ministériels

concernés par la protection de la femme.

S. A./APS

Pour une transition démocratique en Algérie

Le SG de l'ONU appelle à redoubler d'efforts

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Antonio Guterres, a appelé, dimanche à Tunis, à «redoubler d'efforts pour réaliser une transition démocratique en Algérie, au service de l'intérêt de son peuple».

Evocant la situation que traverse l'Algérie, à l'ouverture des travaux de la 30^e session du

Sommet arabe, M. Guterres a déclaré : «Nous appelons à redoubler d'efforts pour réaliser une transition démocratique, au service de l'intérêt de son peuple». Le SG de l'ONU a eu, samedi, des entretiens avec le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, avec lequel il a évoqué les voies et moyens de coordination entre l'Algérie et

l'ONU sur les derniers développements des différentes questions régionales et internationales. L'entretien entre les deux parties a porté sur les points inscrits à l'ordre du jour de ce rendez-vous.

M. Lamamra a exprimé, lors de cette rencontre, «l'appui total et le soutien de l'Algérie aux efforts onusiens visant le règle-

ment des crises et des conflits», se félicitant, à cet égard, «de l'importance du rôle de l'ONU et de ses efforts consentis à l'effet d'instaurer la paix et la sécurité, notamment au Sahel, en Libye, en Syrie, ainsi qu'au Yémen, en faisant prévaloir les solutions politiques dans la réalisation de la concorde et de la réconciliation nationales». A. S.

Agence de développement social

Inauguration du nouveau siège de l'ADS à Birkhadem

Le nouveau siège de l'Agence de développement social (ADS) a été inauguré hier par le ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia, qui a exprimé sa «satisfaction sur l'amélioration qualitative» des conditions de travail du personnel de l'agence. M. Eddalia a, à cette occasion, constaté «l'atmosphère de cohé-

sion et de solidarité entre les travailleurs dans leurs efforts de mise en œuvre de leur programme malgré la conjoncture actuelle», souligne un communiqué du ministère. A la faveur de cette visite, la ministre a tenu à inspecter les moyens matériels mis à la disposition de l'ADS dans son nouveau siège, situé au niveau de la cité CNEP banque des Vergers à Birkhadem (Alger),

s'enquérir de l'état d'avancement du plan d'action destiné à améliorer les conditions de vie des populations démunies et «améliorer une insertion sociale efficiente» des chômeurs dans toutes les wilayas du pays.

«Cette relocalisation de l'ADS en tant qu'institution d'ingénierie et de soutien à la politique sociale du gouvernement dans le contexte de crise économique

actuelle, apportera indéniablement un apport qualitatif et pérenne aux services fournis par ses cadres et personnels tant au niveau central que local».

Elle permettra également «une amélioration de la prise en charge des franges défavorisées sur tout le territoire national», ajoute le communiqué. Y. N.

Terrorisme

Deux terroristes se rendent à Tamanrasset, trois éléments de soutien arrêtés à Oran

Deux terroristes se sont rendus dimanche aux autorités militaires à Tamanrasset, alors que 3 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés à Oran, indique, hier dans un communiqué, le ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte anti-terroriste et grâce aux efforts des Forces de l'Armée nationale populaire (ANP), deux terroristes se sont rendus, hier 31 mars 2019, aux autorités militaires à Tamanrasset en 6^e Région militaire. Il s'agit, en l'occurrence, des dénommés : "Beknaoui Bachir",

dit "Abou Talha" et de "Tennan Boukhani" dit "Abou Djabel", qui avaient rallié les groupes terroristes en 2016. Lesdits terroristes étaient en possession de deux pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov et de quatre chargeurs garnis de munitions», précise la même source.

Dans le même contexte, «des éléments de la Gendarmerie nationale et de la Sûreté nationale ont arrêté à Oran trois éléments de soutien aux groupes terroristes impliqués dans les activités de la cellule terroriste démantelée à Oran le 26 mars

2019. L'opération de recherche et d'investigation est toujours en cours», est-il ajouté.

Par ailleurs, et «lors d'une patrouille de fouille et de recherche menée près des frontières à Adrar en 3^e Région militaire, un détachement de l'ANP a découvert une cache d'armements et de munitions contenant une mitrailleuse lourde de calibre 12,7 mm, une mitrailleuse lourde de type PKT, un fusil mitrailleur (FMPK), un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, deux fusils semi-automatiques de type Simonov, un fusil à répétition et

onze obus de mortiers 82 mm et 60 mm», détaille le communiqué.

Ceci, «ainsi qu'une quantité de munitions s'élevant à 1 318 balles de différents calibres, cent kilogrammes de nitrate d'ammonium servant à la fabrication des explosifs et d'autres objets».

Ces opérations de qualité témoignent, sans doute, du haut degré de vigilance et de l'efficacité des unités de l'ANP, en charge de la lutte contre le terrorisme et la sécurisation des frontières», conclut le MDN. M. O.

Pétrole

Le Brent à 68,37 dollars à Londres

■ Les prix du pétrole évoluaient proches de leurs plus hauts en quatre mois et demi hier en cours d'échanges européens, profitant de la reprise de l'activité industrielle en Chine et d'une croissance ralentie de la production américaine.

Par Siham N.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 68,37 dollars à Londres, en hausse de 79

cents par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril américain de WTI pour la même échéance gagnait 38 cents, à

60,52 dollars. En début de journée, le WTI a repoussé son plus haut depuis quatre mois et demi en grimpant à 60,87 dollars le

baril, tandis que le Brent restait proche du plus haut depuis mi-novembre atteint vendredi, à 68,89 dollars. L'activité manufac-



R.P.M.D. turrière en Chine a progressé en mars à son meilleur rythme depuis huit mois (50,8 en mars contre 49,9 en février), selon un indice indépendant publié hier, faisant espérer une reprise plus rapide que prévu de l'économie nationale. «Ces données encourageantes venues de Chine ont profité à l'or noir», a commenté Dean Popplewell, analyste chez Oanda. L'affaiblissement de la croissance de la Chine, premier importateur mondial de brut, inquiétait certains investisseurs. «Nous allons continuer de scruter les données mais il nous semble trop tôt pour déclarer que l'économie chinoise repart», a cependant prévenu Caroline Bain, analyste chez Capital Economics, qui souligne que d'autres indicateurs, comme les ventes de terrain, laissent envisager un nouvel accès de faiblesse. Du côté de l'offre, les Etats-Unis, premier producteur mondial, ont extrait un petit peu moins de pétrole en janvier qu'en décembre, après avoir battu des records consécutifs sur les derniers mois. Le pays a produit 11,87 millions de barils par jour en janvier, en baisse de 0,8% par rapport au mois précédent, selon des données publiées vendredi par l'Agence américaine d'information sur l'Énergie. «C'est la première fois que la production baisse depuis mai», ont remarqué les analystes de ING. «Il ne faut pas surinterpréter ces chiffres», ont cependant relevé les analystes de JBC Energy, qui notent que la croissance reste massive par rapport au mois de janvier 2018 (+18,8%) et que «l'EIA révisé à la hausse ses données sur la production au quatrième trimestre». Par ailleurs, le nombre de puits actifs a encore diminué la semaine dernière (-8 pour atteindre 824 puits actifs aux Etats-Unis), selon les données de l'entreprise de services pétroliers Baker Hughes. S. K./APS

Changes

Repli du dollar après un indicateur chinois meilleur que prévu

Le dollar baissait hier face aux principales devises, après un indicateur économique chinois meilleur que prévu, et qui a rassuré les marchés. Vers 09h00 GMT (11h00 à Paris), l'euro valait 1,1244 dollar contre 1,1218 vendredi soir. «Les actifs risqués sont en place pour démarrer la semaine sur une note positive ce matin, après un indicateur manufacturier meilleur que prévu en Chine», a ainsi souligné Konstantinos Anthis, analyste pour ADS Securities. L'activité manufacturière en Chine a progressé en mars à son meilleur rythme depuis huit mois, avec un indice PMI à 50,8 en mars, alors que les analystes tablaient sur 50. Un chiffre supérieur à 50 témoigne d'une expansion de l'activité et, en deçà, d'une contraction. Selon M. Anthis, ce chiffre «a soulagé les inquiétudes des investisseurs à propos d'un

ralentissement global». Le dollar, considéré comme une valeur refuge qui s'apprécie en période d'incertitudes, évoluait ainsi en baisse face aux principales devises. A l'exception du yen, lui aussi considéré comme une valeur refuge. «Néanmoins, la volatilité saisonnière à cette époque de l'année oblige à être prudent alors qu'il y a un risque que le rebond des chiffres exagère l'amélioration de la situation économique», ont averti Lee Hardman et Fritz Louw, analystes pour MUFG. Concernant le Brexit, la Première ministre britannique Theresa May, à la tête d'un gouvernement divisé et désormais sur la corde raide, étudie la stratégie à suivre et devra présenter ses plans lors du sommet européen convoqué le 10 avril. Les députés, de leur côté, tentaient de trouver hier une alternative à l'accord déjà

rejeté trois fois et pourraient faire pencher la balance pour un divorce «plus doux» avec l'Union européenne. Le Royaume-Uni a jusqu'au 12 avril pour décider d'organiser des élections européennes et demander un report long du Brexit pour reprendre les négociations sur de nouvelles bases. «Un report plus long et des élections législatives au Royaume-Uni semblent de plus en plus inévitables car ils représentent la manière la plus simple de mettre fin à l'actuelle impasse parlementaire», ont jugé les analystes d'UBS, sans être en mesure de prédire avec certitude la réaction de la livre à un tel scénario. Cette semaine, les marchés devraient également suivre le développement des discussions commerciales sino-américaines. Vers 09h00 GMT, le yen reculait face à la monnaie américaine, à 111,03 yens pour un

dollar contre 110,86 vendredi, et face à la devise européenne, à 124,82 yens pour un euro contre 124,35 vendredi. La livre britannique s'appréciait face à la monnaie unique (85,93 pence pour un euro contre 86,06 vendredi) ainsi que face au dollar (1,3084 dollar au lieu de 1,3035). La devise suisse baissait face à l'euro, à 1,1180 franc suisse pour un euro contre 1,1163 vendredi. Elle montait cependant un peu face au dollar, à 0,9943 franc suisse pour un dollar au lieu de 0,9952 vendredi. La monnaie chinoise valait 6,7099 yuans pour un dollar, contre 6,7121 yuans vendredi à 15h30 GMT. L'once d'or valait 1 290,38 dollars contre 1 292,30 dollars vendredi à 21h00 GMT. Enfin, le bitcoin se monnayait à 4 120,81 dollars contre 4 072,16 vendredi, selon des chiffres compilés par Bloomberg. Mahi O.

Zone euro

L'inflation en baisse, le chômage stable

L'inflation a reculé en mars dans la zone euro, tandis que le chômage est resté stable en février, à son niveau le plus bas depuis 10 ans, a annoncé hier l'Office européen des statistiques Eurostat. Selon les données provisoires, le taux annuel d'inflation a atteint 1,4% en mars, en légère baisse par rapport au taux de 1,5% enregistré le mois précédent. Ce chiffre est inférieur aux attentes des analystes interrogés par le fournisseur de services financiers Factset, qui tablaient sur 1,5%. Ce taux d'inflation

s'éloigne de l'objectif de la Banque centrale européenne (BCE), pour qui une inflation très légèrement inférieure à 2,0% sur un an est considérée comme un signe de bonne santé de l'économie. Autre mauvaise nouvelle : l'inflation sous-jacente (hors énergie, produits alimentaires, boissons alcoolisées et tabac, qui exclut par conséquent les produits particulièrement volatils) a, elle, reculé à 0,8% en mars, un chiffre en baisse de 0,2 point par rapport à février. Eurostat a par ailleurs annoncé hier que le taux de chômage

dans la zone euro est resté stable à 7,8% en février, son niveau le plus faible depuis octobre 2008. Ce chiffre, identique à celui de janvier, est conforme à ce que prévoient des analystes interrogés par Factset. Le chômage dans la zone euro n'a cessé de reculer depuis qu'il est repassé en septembre 2016 sous le seuil symbolique de 10,0%. Il se rapproche du taux moyen d'avant la crise financière de 2007-2008, où il s'établissait à 7,5%. Au pire de la crise de la dette, le chômage avait atteint le taux record de 12,1% en

avril, mai et juin 2013 dans la zone euro. Parmi les 19 pays ayant adopté la monnaie unique, le taux de chômage le plus faible en février a été enregistré en Allemagne (3,1%) et aux Pays-Bas (3,4%). Les taux les plus élevés ont été relevés en Grèce (18,0% en décembre 2018, dernier chiffre disponible) et en Espagne (13,9%). Dans les 28 pays de l'Union européenne, le taux de chômage s'est établi à 6,5% en février, stable par rapport à janvier.

Agences

Blé

Les cours mondiaux en baisse

Les cours du blé et du maïs reculaient hier sur le marché européen, en réaction au rapport du ministère américain de l'Agriculture vendredi, qui prévoit des intentions de semis de maïs supérieures aux attentes du marché. En milieu de journée sur Euronext, la tonne de blé perdait 75 centimes d'euro sur l'échéance de mai à 185 euros, et 1 euro sur l'échéance septembre, à 176,25 euros la tonne, pour 3 183 lots échangés. A la même heure, le

maïs abandonnait 50 centimes d'euro, à 167,50 euros la tonne pour l'échéance de juin, et 75 centimes sur l'échéance d'août, à 172,25 euros la tonne, pour à peine plus de 300 lots échangés. Selon le rapport du ministère américain de l'Agriculture (USDA), il devrait y avoir cette saison beaucoup plus de surfaces de maïs aux Etats-Unis que prévu, à 37,58 millions d'hectares, alors que les analystes attendaient 36,99 millions ha, contre 36,10 M

ha en 2017-18. En blé, le rapport fixe les surfaces américaines à 18,53 millions d'hectares contre 19 millions attendues et 19,04 millions l'année précédente. Néanmoins, le chef enquêteur du service national des statistiques du ministère de l'agriculture américain (NASS) a admis que les choses n'étaient pas simples cette année, les réponses sur les estimations de surface ayant été reçues avant les inondations récentes de plus de

400 000 hectares de terres cultivables dans le Middle West, souligne Inter courtage dans une note. Hier, les opérateurs suivaient par ailleurs un appel d'offres de l'Algérie sur du blé meunier pour chargement le 15/30 mai, dont le résultat devrait être connu mercredi. L'Indonésie a acheté 55 000 tonnes de blé meunier à 11,5% de protéine à l'Argentine. Et l'Irak a acheté 150 000 tonnes de blé dur américain.

R. E.

Chambre d'agriculture de Blida

Programme ambitieux pour la promotion de l'agriculture de montagne



■ Un programme ambitieux pour la promotion de l'agriculture de montagne a été lancé par la chambre d'agriculture de la wilaya de Blida, a annoncé le président de cette structure.

Par Anissa H.

Ce programme lancé suite à un retour constaté des populations locales après avoir quitté la région durant la décennie noire, permettra de «soutenir le développement de l'agriculture de montagne par le remplacement des moyens rudimentaires actuellement par des moyens plus modernes garants d'une plus importante rentabilité», a expliqué Rachid Djebbar. «Les personnes activant dans ce créneau bénéficieront également de programmes de formation appropriés pour chaque filière», a-t-il poursuivi. Le responsable a fait part du lancement, à ce titre, d'une

caravane de sensibilisation, dont l'animation est assurée par des représentants de différentes caisses d'assurance, de la direction de l'agriculture et de l'Ansej, et qui sillonnera les différentes régions concernées, dont Djebabra, Souhane, Ain Romana, Chréa et Oued Djer. L'objectif étant, a-t-il ajouté, d'«informer les populations de ces régions sur les différentes formules de soutien assurées par l'Etat, au développement de l'agriculture de montagne, et partant les démarches à suivre, afin d'y ouvrir droit», soulignant la contribution certaine des produits agricoles du terroir, objets d'une forte demande de la part des consommateurs, dans la couverture

du marché national. «Cette caravane de sensibilisation a bénéficié d'un très bon accueil de la part des populations ciblées, particulièrement les jeunes qui se sont montrés très intéressés par les offres assurées par l'Ansej dans la filière agricole notamment», a observé M. Djebbar. Il a, en outre, signalé l'ouverture, par la chambre d'agriculture, de session de formation au profit des paysans activant dans différentes filières agricoles adaptées à ces régions montagneuses, dont notamment l'arboriculture (figuiers, amandiers, pruniers), le petit élevage, l'apiculture et l'aviculture, entre autres. Cette campagne a constitué une opportunité pour les populations ciblées pour exposer leurs différentes préoccupations liées à l'ouverture de pistes, à l'éclairage public et l'énergie électrique, notamment pour les éleveurs de volailles, a ajouté le responsable, qui s'est engagé à transférer ces doléances aux autorités de la wilaya, qui «accorde une importance extrême au développement de l'agriculture de montagne». A noter que dans le cadre des efforts de développement de l'agriculture de montagne à Blida, la Conservation des forêts de la wilaya a affecté une superficie de 82 ha de terres agricoles situées dans des régions montagneuses, dont Guerouaou (27 ha), Meftah (16 ha) et Djebabra (39 ha), au profit des personnes désirant investir dans des surfaces forestières ou de montagne. A. H. /APS

Mostaganem

Lancement des travaux de réalisation de 32 groupements d'habitat rural

Les travaux de réalisation de 32 groupements d'habitat rural dans 13 communes de la wilaya de Mostaganem ont été lancés, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya. Ces logements ruraux regroupés, qui sont réalisés dans le cadre des aides financières au logement rural, qui s'élèvent à 1 900 aides, font partie du quota dont la wilaya de Mostaganem a bénéficié pour l'année en cours, a-t-on indiqué. Les services de la wilaya ont, en outre, fait savoir que les sites ont été choisis pour la réalisation de ces groupements d'habitat, qui comptent entre 20 et 30 logements chacun suivant les caractéristiques de ces zones rurales. Des groupements d'habitat seront réalisés dans différentes communes de la wilaya de Mostaganem, qui en compte 32 communes, en fonction de la disponibilité des assiettes foncières adéquates à condition que les terrains choisis n'empêchent pas sur les terres agricoles. Les projets de réalisation de logements ruraux groupés participent à la réduction de l'enveloppe financière affectée aux travaux de connexion des habitations avec les réseaux d'eau potable et d'assainissement, ainsi que les réseaux d'électricité et de gaz naturel, et participent

également à la création de groupements d'habitat secondaires de manière organisée et homogène, ajoute la même source. La wilaya de Mostaganem a commencé la réalisation de ce modèle l'année écoulée, à travers la réalisation de 90 logements dans quatre sites, à savoir Ouled Kaddour (commune de Benabdemalek Ramadane), Douar Dradeb (commune de Stidia), Douar Sidi Medjdoub (commune de Hassi Mamèche)

et au centre de la commune d'Ain Sidi Cherif avec une enveloppe financière estimée à 63 millions de dinars. D'autre part, les travaux de réalisation d'un second groupement de logements ruraux ont été lancés au niveau de la zone de Dradeb, dans la commune de Stidia, au mois de décembre 2018, avec la réalisation de 14 logements avant le mois de juin prochain, pour une enveloppe financière de 9,8 millions DA, selon la

même source. La wilaya de Mostaganem a bénéficié ces dernières années de projets de réalisation de 42 942 logements ruraux, ce qui représente 46% du programme de logements, durant les deux dernières décennies, ce qui a permis le retour des populations aux zones rurales et leur stabilisation, a-t-on encore indiqué.

A. O.

Souk Ahras

Extension de 810 km de réseau électrique dans l'ensemble des communes

Un projet portant extension de 810 km de réseau électrique et installation de 4 800 nouveaux branchements a été réalisé au cours des dernières années à travers les 26 communes de la wilaya de Souk Ahras, a-t-on appris auprès de la direction locale de la société de distribution d'électricité et du gaz (SDE). La concrétisation de ce projet a nécessité la mise en place d'une enveloppe financière estimée à 566 millions DA, a précisé la même source détaillant que «dans le cadre de ce même projet, deux nouvelles stations

centrales ont été créées au chef-lieu de wilaya et dans la commune de Sedrata». La SDE-Souk Ahras a également relevé que ces opérations ont contribué «à la hausse du nombre des transformateurs électriques passant de 1 300 enregistrés au titre de l'exercice 2017 à 1 800 recensés actuellement». L'ensemble de ces réalisations, a souligné la même source, a permis d'«améliorer la qualité des services» attestant qu'«aucun déficit d'accès à l'électricité ou opération de délestage en été n'ont été signalés dans la wilaya». Aussi, «pas

moins de 142 nouveaux transformateurs électriques ont été mis en service, au titre du programme d'urgence mis en œuvre par la SDE qui a porté également la réalisation de 127 km de réseaux électriques dans le cadre des efforts visant le développement de la qualité des services», a-t-on souligné, précisant que «ces projets ont contribué à réduire le temps d'intervention des agents de la maintenance, en cas de panne, passé de trois heures à moins d'une heure». Les services SDE-Souk Ahras ont aussi œuvré à accompagner le pro-

gramme de l'habitat rural en mobilisant les moyens nécessaires et en redoublant d'efforts pour raccorder des milliers d'habitations rurales au réseau d'électricité rural, assure-t-on relevant que l'ensemble des mechtas des communes de cette région frontalière ont bénéficié de cette énergie à l'instar des localités d'Ain Zana, d'Ouled Moumene, de Khedara, d'Ouled Idri, de Mechroha et de Henancha.

F. Y.

Oran

Plus de 4 000 foyers raccordés prochainement au réseau de gaz naturel

Pas moins de 4 061 foyers répartis à travers la wilaya d'Oran seront prochainement raccordés au réseau de gaz naturel, a-t-on appris auprès de la direction du réseau de distribution de l'électricité et du gaz (SDO) d'Es-Sénia. Le chargé de la communication de cette société, Sid Ahmed Belbina a indiqué, que cette opération concerne les communes de

Boufatis (1 926 foyers), Benfréha (1 133) et Ain El Kerma (1 002). D'autres groupements d'habitat situés dans des agglomérations secondaires, à l'instar d'El Gotni relevant de la commune de Boufatis et Ain Tessa (Ain El Kerma) bénéficieront, eux aussi, d'une opération de branchement au gaz naturel, a-t-on ajouté. Selon la même source, la réalisation du réseau de distri-

bution de ces localités a été achevée, de même que les travaux du réseau de transport du gaz tirent à leur fin, pour approvisionner les foyers indiqués de cette énergie vitale. Pour rappel, 3 444 autres foyers ont bénéficié d'une opération de raccordement au gaz naturel durant le premier trimestre de l'année en cours dont 1 900 dans la commune de Bousfer et 1 544

dans la commune d'El Ançor. Il est à souligner que la direction de distribution de l'électricité et du gaz d'Es-Sénia assure la couverture de 24 communes de la wilaya. Les communes d'Oran et de Bir El Djir sont rattachées à la direction de Sonelgaz du chef-lieu de wilaya.

R. R.

Déclaration de Tunis

La réalisation de la paix au Moyen-Orient passe par «un règlement global et juste» de la question palestinienne

■ Les travaux du 30^e Sommet arabe ont pris fin dimanche soir à Tunis par une Déclaration réaffirmant que la réalisation de la paix globale au Moyen-Orient reposait sur «le règlement juste et global» de la question palestinienne.

Par Racha M.

Dans la déclaration de Tunis, les dirigeants arabes ont mis l'accent sur «la poursuite de toute forme de soutien politique, moral et matériel au peuple palestinien et à ses dirigeants légitimes», soulignant «le soutien des pays arabes au peuple palestinien pour le recouvrement de ses droits et la place centrale de la question palestinienne dans l'action arabe commune».

Ils ont exhorté la communauté internationale à «continuer de soutenir les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (Unrwa) et à fournir les ressources financières nécessaires pour l'exécution de ses activités tout en continuant à fournir des services de base au profit des réfugiés palestiniens».

Les dirigeants arabes ont appelé, en outre, la communauté internationale et le Conseil de sécurité à «assumer ses responsabilités pour fournir une protection adéquate au peuple palestinien en mettant fin aux agressions d'Israël et ses violations systématiques des lieux saints musulmans et chrétiens, à leur tête la mosquée Al-Aqsa».

Ils ont appelé, dans ce sens, les pays du monde à «ne pas reconnaître Al Qods comme capitale d'Israël conformément aux résolutions du Conseil de sécurité en la matière».

Ils ont mis l'accent, à ce propos, sur l'impératif de «mettre en œuvre les résolutions du Conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) découlant de la 200^e session du 18/10/2016», appelant la communauté internationale à «assumer ses responsabilités face aux agressions d'Israël et aux mesures arbitraires qui touchent la mosquée Al Aqsa et les fidèles».

Concernant la situation en Libye, la Déclaration de Tunis a fait état du «soutien des dirigeants arabes à la feuille de route de l'envoyé spécial onusien Ghassane Salamé et à toutes les démarches visant l'exécution de ses étapes», saluant «le rôle des voisins libyens (l'Algérie, la Tunisie et l'Égypte) dans l'aide apportée aux parties libyennes pour surmonter leurs divergences en vue de réaliser une solution politique inclusive».

S'agissant de la crise syrienne, les dirigeants arabes ont mis l'accent sur «l'impératif de parvenir à une solution politique en Syrie basée sur le processus de Genève et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité au mieux des aspirations du peuple



syrien à vivre en sécurité et en paix».

Concernant le plateau du Golan, les dirigeants ont affirmé qu'il «est une terre syrienne occupée, conformément au droit international», mettant en avant «le refus par les pays arabes des tentatives visant à imposer le fait accompli et à concrétiser la souveraineté d'Israël sur le Golan, ce qui constitue une violation flagrante des décisions internationales».

«Toute décision visant le changement du statut légal et démographique du Golan est nulle et non avenue», lit-on dans la déclaration qui a souligné «le droit de la Syrie à récupérer sa terre».

S'agissant de la situation au Yémen, les dirigeants arabes ont réitéré leur soutien «aux efforts régionaux et internationaux pour rétablir la légalité au Yémen et mettre fin à la souffrance de son peuple», soulignant l'importance de l'engagement des milices Houthis à la trêve, au cessez-le-feu et à la mise en œuvre de l'accord de Stockholm.

Bensalah réaffirme depuis Tunis l'impératif d'introduire de «profondes réformes» à la Ligue arabe

Le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, a affirmé dimanche à Tunis la nécessité d'introduire de «profondes réformes» à la Ligue arabe, afin de l'adapter aux derniers développements et de trouver les solutions idoines à ses problèmes.

Dans son allocution aux travaux du 30^e Sommet arabe auquel il prend part en sa qualité de représentant du président

de la République, Abdelaziz Bouteflika, M. Bensalah a déclaré que «nous sommes appelés aujourd'hui, plus que jamais, à introduire des réformes profondes et urgentes à notre organisation panarabe, afin de l'adapter aux mutations en cours et trouver des solutions aux problèmes posés».

Il a évoqué, dans ce sens, «l'amorce d'une nouvelle ère de défis dans un monde marqué par un rythme effréné de développement et de changements au double plan régional et international».

«Nous sommes tenus, en la conjoncture actuelle, de résoudre nos problèmes nous-mêmes pour permettre à nos peuples de se mettre au diapason du développement enregistré dans les domaines scientifique, industriel et technologique, un développement qu'on ne saurait atteindre si nous demeurons prisonniers de notre crise et différends», a souligné M. Bensalah, affirmant l'importance de «demeurer confiant quant à notre capacité de résoudre nos problèmes pour éviter que la solution nous soit imposée de l'étranger».

M. Bensalah a évoqué, dans ce contexte, la cause palestinienne, mettant en avant «les positions constantes de l'Algérie, convaincue que la paix ne saurait se réaliser au Moyen-Orient tant que le peuple palestinien n'a pas accédé à ses droits légitimes, notamment l'établissement de son Etat indépendant avec El Qods pour capitale».

Il a plaidé, à cet effet, pour «la mobilisation des efforts en soutien aux Palestiniens, en exhortant la communauté internationale à assumer pleinement ses responsabilités, en faisant pression

sur la force d'occupation afin de l'amener à l'arrêt immédiat des hostilités sur le peuple palestinien et de se conformer aux principes du Droit international et aux résolutions de la légalité internationale».

Concernant la crise en Libye, M. Bensalah a exprimé «la conviction de l'Algérie quant à l'importance d'adopter une approche basée sur le principe de non-ingérence dans les affaires internes, en étant à équidistance vis-à-vis de toutes les parties libyennes».

A ce propos, il a ajouté que «l'Algérie poursuivra ses efforts visant à encourager le dialogue entre les parties libyennes sous l'égide des Nations unies afin de parvenir à une solution politique consensuelle à même de mettre fin à la crise et préserver l'unité, l'intégrité territoriale de la Libye et la cohésion de son peuple».

Il a rappelé, par la même occasion, «le soutien de l'Algérie aux efforts de l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Libye, Ghassan Salamé dans la mise en œuvre de la feuille de route et ses efforts pour mettre fin à la crise», se félicitant de «la tenue de la Conférence nationale inclusive des parties libyennes, prévue du 14 au 16 avril à Ghadames pour convenir d'une feuille de route».

S'agissant de la situation en Syrie, M. Bensalah a appelé à «la nécessité de soutenir la dynamique positive que connaît le pays actuellement visant à aboutir à une solution pacifique et négociable sous l'égide de l'ONU entre toutes les parties syriennes tout en préservant la souveraineté, la stabilité et l'unité de ce pays».

Concernant la question du Golan, M. Bensalah a affirmé que

«l'Algérie refuse la résolution visant la consécration de la souveraineté d'Israël sur ce territoire syrien occupé contraire à la résolution n° 497 de 1981 du Conseil de sécurité et les exigences de la légalité internationale».

Concernant la situation au Yémen, il a réitéré «le soutien de l'Algérie aux efforts consentis dans ce cadre par l'ONU pour la concrétisation de résultats auxquels avaient abouti les antagonistes yéménites dans leurs derniers pourparlers à Stockholm ainsi que la nécessité de réunir les conditions nécessaires pour la reprise de la solution politique tout en garantissant l'unité, la souveraineté, la sécurité, la stabilité du Yémen et son tissu social».

Le président du Conseil de la nation a évoqué également «les grands défis sécuritaires» auxquels fait face le Monde arabe, à savoir le fléau du terrorisme, l'extrémisme, le crime organisé transfrontalier, le trafic de drogue, le blanchiment d'argent et la migration clandestine, appelant au «renforcement des mécanismes de coordination entre les pays arabes et leur entourage direct ainsi que la communauté internationale pour faire face à ces fléaux, devenus une menace pour la stabilité du pays».

«L'Algérie fonde de grands espoirs sur ce sommet pour faire avancer le processus d'action arabe commune», a ajouté M. Bensalah, soulignant que «l'Algérie ne ménagera aucun effort pour soutenir tous les efforts visant à assainir le climat dans les pays arabes, unifier les rangs arabes et renforcer les fondements du dialogue, de coordination et de concertation entre les pays arabes».

R. M./APS



Municipales en Turquie

Revers d'Erdogan à Istanbul et Ankara

■ Le président Recep Tayyip Erdogan a essuyé hier un revers inédit en 16 ans de pouvoir, les résultats partiels d'élections municipales tenues la veille indiquant que son parti s'acheminait vers une défaite à Istanbul après avoir déjà perdu Ankara.

Confronté à une récession économique et une inflation record, le chef de l'Etat avait jeté toutes ses forces dans la campagne pour un scrutin local largement considéré comme un baromètre de sa popularité, tenant jusqu'à huit meetings par jour à travers le pays. Si la coalition de M. Erdogan est arrivée en tête à l'échelle nationale avec 51% des voix, l'opposition a remporté Ankara et était en passe d'arracher Istanbul, deux villes que le parti présidentiel AKP et ses prédateurs islamistes contrôlaient depuis 25 ans. A Istanbul, joyau de la couronne de M. Erdogan, qui a été maire de cette ville dont il a fait la vitrine de ses mégas-projets d'infrastructures,

le candidat de l'opposition Ekrem Imamoglu était crédité d'une courte avance sur l'ex-Premier ministre Binali Yildirim. Le président du Haut-comité électoral (YSK), Sadi Güven, a indiqué hier que M. Imamoglu devançait d'environ 28.000 voix (une goutte d'eau à l'échelle d'une ville de 15 millions d'habitants) M. Yildirim, d'après des résultats partiels. Et M. Güven a souligné que des recours étaient examinés pour un peu plus de 80 urnes. Après cette annonce, l'agence de presse étatique Anadolu, qui avait subitement arrêté de publier les résultats dimanche soir, a repris son décompte et crédité M. Imamoglu de 48,79% des voix contre 48,51% pour M. Yildirim, après dépouillement de 99% des



P.H. > D.R.

urnes. Sans attendre les résultats définitifs, M. Imamoglu a mis à jour hier sa biographie sur Twitter, se présentant comme le «maire de la municipalité métropolitaine d'Istanbul», et ajouté qu'il voulait «commencer le plus vite possible à servir les Stambouliotes». M. Yildirim, qui avait revendiqué la victoire dès dimanche soir, a admis hier que son adversaire «semble avoir reçu 25 000 voix de plus», mais souligné que «le comptage des voix était toujours en cours». Quelle que soit l'issue de la bataille d'Istanbul, coeur économique et démographique du pays, M. Erdogan a déjà essuyé un revers cinglant avec la perte de la capitale. Selon Anadolu, le candidat de l'opposition, Mansur Yavas, était en tête avec 50,90% des voix, contre 47,06% pour celui de la majorité, Mehmet Özhaseki, après dépouillement de 99% des urnes. Signe toutefois qu'il ne laissera pas lui échapper les deux princi-

pales villes du pays sans coup férir, l'AKP a annoncé hier qu'il réexaminerait des recours pour faire réexaminer la validité des bulletins considérés comme nuls, affirmant avoir relevé des «irrégularités». Selon Anadolu, 290 000 votes ont été comptés comme nuls à Istanbul et 90 000 à Ankara. L'écart entre les candidats à Ankara «va se réduire et je suis convaincu que le résultat sera au final positif pour nous», a déclaré le secrétaire général de l'AKP Fatih Sahin. M. Yildirim a lui aussi souligné hier que le nombre de votes nuls à Istanbul était «plus de 10 fois supérieur à l'écart» de voix le séparant de M. Imamoglu, suggérant que le score pourrait changer. Redoutant des fraudes, l'opposition avait appelé ses observateurs à ne pas quitter les bureaux de vote, quitte à «ne pas dormir pendant 48 heures». Les résultats obtenus par l'opposition à Ankara et Istanbul sont d'autant plus

remarquables que l'AKP a bénéficié d'une visibilité écrasante dans les médias, pour beaucoup contrôlés par le pouvoir. Mais la situation économique semble avoir fait du mal à l'AKP, de nombreux électeurs rencontrés par l'AFP dans les bureaux de vote à Istanbul et Ankara, plaçant ce sujet au sommet de leurs préoccupations. Alors que l'AKP s'est appuyé sur une forte croissance pour engranger les victoires électorales depuis 2002, il a dû, cette fois-ci, composer avec la première récession en dix ans, une inflation record et un chômage en hausse. «La crise économique a vraiment fait du mal à ses électeurs», explique Berk Esen, professeur associé à l'université Bilkent, à Ankara. «M. Erdogan a obtenu le soutien de sa base en promettant que la stabilité politique apporterait la prospérité économique», poursuit-il. «Mais ni l'une, ni l'autre n'ont été obtenues sous ses mandats». Rosa C.



Impuissance

Conseils

Par Fouzia Mahmoudi

François Hollande qui a appelé lors de l'élection présidentielle, bien que timidement, à voter pour Emmanuel Macron, a ces derniers mois souvent égratigné son successeur. Celui qui lui a volé son second mandat à l'Élysée n'échappe ainsi pas aux critiques acerbes de l'ex-président socialiste qui dans une interview au quotidien français le «Parisien», critique le quinquennat en cours. «Diriger la France, je l'ai éprouvé, est un exercice difficile qui suppose de bien comprendre notre pays. Le résultat au bout de deux ans n'est bon ni pour la vitalité économique, ni pour la cohésion sociale.» «A vouloir tout bousculer, tout s'est arrêté», poursuit l'ancien président, qui publie mercredi une édition augmentée, en poche, de son livre «Les Leçons du pouvoir» avec trois nouveaux chapitres, dont un aborde le mouvement des «gilets jaunes». «Mais un mandat dure cinq ans, évitons de porter des jugements définitifs, tempère-t-il. Tout président peut toujours opérer des corrections. Moi-même, j'en ai fait. Pour ma part, si j'interviens à l'occasion de la nouvelle édition de mon livre, c'est pour alerter». Dans cette interview, Hollande met en garde les partis de gouvernement «face au décrochage des catégories populaires par rapport à la politique»: ceux-ci doivent «prendre conscience de leur responsabilité. Ça vaut pour la gauche comme pour la droite. Ils ne doivent céder ni à l'outrance ni à la surenchère. Ils doivent être de nouveau des alternatives crédibles et mobilisatrices, sinon le face-à-face entre le pouvoir actuel et l'extrême droite peut mal finir». Interrogé sur ce qu'il aurait fait s'il avait été confronté à une crise telle que celle des «gilets jaunes» durant son mandat, Hollande rappelle la fronde fiscale des bonnets rouges qu'il avait subie en 2013. Il saisit l'occasion d'enfoncer le clou contre Emmanuel Macron, qui fut son conseiller avant de devenir son ministre de l'Économie: «L'écotaxe dont j'avais hérité de mon prédécesseur n'était pas comprise [...]. J'ai donc pris la décision de la suspendre. Le recul est parfois préférable à l'entêtement. Ça m'a été reproché par certains à cette époque. Je constate que le gouvernement actuel a battu en retraite. Mais trois semaines trop tard.» S'agissant du maintien de l'ordre lors des manifestations des «gilets jaunes», il estime aussi que les décisions prises par le gouvernement actuel sont venues trop tard: «J'aurais immédiatement interdit de manifester dans certains lieux. Comme les Champs-Élysées. Pour sortir de cette crise, il estime que le grand débat est une «méthode pertinente». En mesure d'urgence, il préconise le rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF) et le renforcement de la fiscalité sur les revenus du capital. Sur le long terme, il suggère un «nouvel acte de décentralisation» pour répondre au «sentiment d'abandon qui s'exprime» dans certains territoires. Il faut aussi, d'après lui, «humaniser encore les services publics» et développer «une vision commune de notre avenir autour de l'écologie, de l'éducation et de l'engagement citoyen». Toutefois si l'ex-président assure donner ses «conseils» de manière amicale, il est peu certain que cela soit perçu ainsi à l'Élysée où la tension est déjà à son comble après plus de quatre mois de mobilisation des «gilets jaunes». Mais l'occasion est trop belle pour Hollande qui n'a jamais su tenir sa langue pour se venger de celui qui lui a coupé l'herbe sous le pied en 2016 à l'aube de l'élection présidentielle et qui l'a forcé à la retraite politique en l'abreuvant de «conseils». F. M.

Brexit

Nouvelle tentative des députés de trouver une alternative à l'accord de May

Union douanière, marché unique, référendum: les députés britanniques tentent de nouveau cette semaine de trouver une alternative à l'accord de Brexit de la Première ministre Theresa May, et pourraient faire pencher la balance pour un divorce «plus doux» avec l'Union européenne. La semaine dernière, les parlementaires ont déjà tenté de prendre le contrôle du processus de Brexit en examinant huit options, essayant de trouver une solution à l'impasse actuelle. Le Royaume-Uni était en effet censé quitter l'Union européenne le 29 mars mais cette sortie a dû être repoussée, faute de soutien parlementaire à l'accord de retrait négocié par Theresa May avec l'UE. Mais les députés ont échoué à dégager toute majorité. Ils votent de nouveau cette semaine sur un nombre réduit d'options, sélectionnées par le président de la Chambre des Communes. Lors du premier vote, les plus populaires étaient un référendum sur

tout accord de divorce conclu avec Bruxelles, et une union douanière. La proposition d'un modèle «Norvège», également connu comme «Common Market 2.0», pourrait aussi se distinguer. Elle signifierait la mise en place d'une union douanière spécifique avec l'UE, en plus du maintien dans le marché unique. «Nous avons de l'espoir», a déclaré hier le député conservateur Nick Boles, porteur de cette proposition. «Ce qui compte, c'est que nous atteignons une majorité stable à la Chambre des Communes, tous partis confondus» alors que le «parti conservateur a été constamment divisé», a-t-il dit à la BBC. Mais la dirigeante conservatrice a déjà signifié qu'elle s'opposerait au choix des députés s'il se portait vers un marché unique ou vers une union douanière européenne, car Londres perdrait la possibilité de mener une politique commerciale autonome après le Brexit. Les votes des députés n'ont en effet qu'une valeur indi-

cative. Mais, signe d'un cabinet divisé, le ministre de la Justice David Gauke a estimé dimanche qu'il ne serait pas «viable» pour le gouvernement d'ignorer la volonté des parlementaires, alors que la ministre du Budget Elizabeth Truss a déclaré sur la BBC que «l'option de la Première ministre reste l'option la plus populaire» et la «plus réfléchie». Le cabinet de Theresa May est «le pire exemple d'indiscipline de l'histoire politique britannique», a jugé le responsable de la discipline à la Chambre des Communes, le «Chief Whip» Julian Smith, dans une rare prise de position lors d'un entretien avec la BBC. Theresa May devra tout de même présenter ses plans lors du prochain sommet européen convoqué le 10 avril. Face à des dirigeants européens dont la patience est en train de «s'épuiser», a déclaré le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, sur la chaîne italienne Rai 1.



Ain Témouchent

Coup d'envoi du Festival national des marionnettes

■ Le coup d'envoi de la 11^e édition du Festival national des marionnettes a été donné dimanche à la maison de la Culture d'Ain Témouchent, qui accueille 10 troupes culturelles.

Par Adéla S.

Le commissaire du festival, Ali Bouchikhi, a signalé que cette édition revient après une rupture de deux années et représente une étape « importante » pour relancer ce festival avec un nouveau souffle, accueillant 10 troupes spécialisées dans le

théâtre des marionnettes provenant de sept wilayas. Le même responsable a ajouté que ce festival, qui s'étale jusqu'au 4 avril prochain, revêt une « importance particulière, car il constitue un point de rencontre entre différentes troupes activant dans ce genre théâtral et c'est également un rendez-vous d'échange d'expériences et une opportunité de formation, notamment pour les jeunes troupes ».

De son côté, le directeur de la culture de la wilaya d'Ain Témouchent, Ahmed Moudaâ, a indiqué, lors du coup d'envoi officiel du festival, que cette manifestation sera un contact direct avec le public, notamment les enfants durant ces vacances scolaires du printemps, faisant savoir que les troupes silloneront de nombreux établissements qui ont un accord-cadre avec le secteur de la culture de la

wilaya, à l'instar de la salle des fêtes de la ville de Beni Saf et la salle « Atlas » de la commune de Hammam Bouhadjar.

L'artiste dramatique, Saïd Missoum, qui a un parcours de 40 ans dans le domaine du théâtre amateur et professionnel, a été honoré lors de la cérémonie d'ouverture du festival.

Saïd Missoum a, à son actif, de nombreuses œuvres qui ont eu beaucoup de succès dans le théâtre pour enfants et celui des marionnettes, notamment « *Djeha et Haidouane* », « *Aziouza* » et « *Une balade en Algérie* ».

La représentation théâtrale « *Pinocchio* », donnée par la troupe du théâtre régional d'Oran en ouverture du festival, a eu un franc succès chez le public, qui a rempli la salle de spectacles de la maison de culture d'Ain Témouchent, particulièrement des enfants. Les premiers pas



du Festival national du théâtre des marionnettes datent de l'année 2007 dans la wilaya de Chlef. Le festival a été ensuite transféré à Ain Témouchent, constituant ainsi un espace

d'échange et de concurrence entre de nombreuses troupes culturelles spécialisées dans les marionnettes, a-t-on rappelé.

A. S./APS

En raison de la santé de Mick Jagger

Les Rolling Stones reportent leur tournée américaine

Les Rolling Stones ont annoncé samedi reporter leur tournée aux Etats-Unis et au Canada en raison de l'état de santé de leur chanteur Mick Jagger.

« Malheureusement, aujourd'hui, les Rolling Stones ont dû annoncer le report de leurs prochaines dates de tournée aux Etats-Unis et au Canada », a annoncé le célèbre groupe de rock britannique sur Twitter. « Les médecins ont dit à Mick qu'il ne pouvait pas partir en tournée pour le moment, car il a besoin d'un traitement médical », ajoute le groupe, sans préciser de quoi souffre la rock star de 75 ans.

Mick Jagger se dit «anéanti»

Celui-ci s'est dit «anéanti d'avoir à repousser la tournée». « Mais je travaillerai très dur pour être de retour sur scène dès que je peux », a-t-il assuré dans un message sur Twitter. « Je suis terriblement désolé pour tous nos fans en Amérique & au Canada qui ont des tickets. Je déteste

vraiment l'idée de vous laisser tomber de cette façon », a ajouté le chanteur connu pour ses déhanchements frénétiques.

Les Rolling Stones devaient commencer leur tournée de dix-sept dates baptisée « No filter tour » au stade Hard Rock de Miami en Floride le 20 avril et l'achever au Burl's Creek Even Grounds d'Ontario au Canada le 29 juin.

Créé en 1962, le groupe a accédé à la gloire trois ans plus tard avec l'album « *Satisfaction* ». Leurs tubes et leurs vies d'excès a forgé leur image de « mauvais garçons » du rock anglais, aux antipodes des Beatles arborant cravates et bonnes manières. Mick Jagger a huit enfants, cinq petits enfants et une arrière-petite-fille.

Les Rolling Stones : les secrets de leur business

En 1968, les Rolling Stones vendaient des millions de disques, tous leurs concerts

étaient sold out, mais l'argent ne rentrait pas. Enfin pas dans leurs poches. Mick Jagger fit donc appel au prince Rupert Loewenstein...

C'est devenu un moment que les fans les plus hard-core des Rolling Stones ne veulent pas manquer : l'atterrissage du Boeing 737-400 du groupe dont le fuselage est recouvert par la célèbre langue rouge. Prévenus par on ne sait quel tam-tam mystérieux, ils guettent son arrivée en bord de piste. L'avion est assez récent ; ils voyageaient auparavant dans un Boeing 767-200 dont ils ont dû se séparer car trop gourmand en kérosène. Mais l'intérieur est aménagé de la même façon : à l'avant, quatre cabines privées pour Mick, Charlie, Ron et Keith.

À l'arrière, la configuration est plus classique, réservée aux accompagnants : musiciens, assistants, techniciens, copains, famille, avocats... Entre les deux sections est dressé un buffet où tout le monde peut se servir. L'avion posé, des limousines et

des minibus viennent chercher ses occupants pour les amener directement dans la salle de contrôle des papiers et visas réservée aux VIP.

Le trajet de l'aéroport est également balisé à l'avance par les responsables de la sécurité des Rolling Stones. Qui ont parfois des problèmes particuliers à régler. Le lendemain d'un concert à Boston, en 2005, alors qu'ils devaient repartir vers l'aéroport, ils apprennent que l'autoroute qui y mène était fermée en raison de l'arrivée du Premier ministre chinois. Le responsable trafic des Stones – eh oui, ils ont un « Bison futé » rien que pour eux ! – avait appelé le FBI qui, exceptionnellement (mais aussi en échange d'une vingtaine de billets pour leur prochain concert de Washington), autorisa leur convoi à emprunter l'axe fermé. La sécurité du Premier ministre chinois avait été avertie et on imagine les sourires de part et d'autre quand le convoi diplomatique, drapeaux chinois au vent, croisa celui des Stones qui arbo-

rait leur célèbre logo sur les vitres de leurs véhicules.

Pourtant, il n'en a pas toujours été ainsi. Si Mick Jagger n'avait pas fait la connaissance en 1968 du prince Rupert Loewenstein, un grand aristocrate banquier britannique à qui il demanda de s'occuper de ses finances, il est vraisemblable que le groupe aurait croulé sous les dettes. Pourtant tout marchait, ils vendaient des millions de disques, tous leurs concerts étaient sold out... mais l'argent ne rentrait pas. Enfin pas dans leurs poches.

Mal conseillés par leur premier manager, Andrew Oldham, ils étaient totalement ligotés par des contrats iniques signés avec Allen Klein, businessman américain qui gérait aussi les affaires des Beatles (sauf Paul McCartney, méfiant) et leur maison de disques d'alors, Decca. La situation financière des Stones était telle que, lorsque Jann Wenner, fondateur du magazine « Rolling Stone », proposa à son ami Mick Jagger d'acquiescer 49% des parts du journal pour 5 000 livres seulement, il ne les avait pas, ratant ainsi, selon Rupert Loewenstein, une des meilleures affaires de sa carrière. La première chose que le prince leur imposa fut de quitter l'Angleterre où leurs revenus étaient imposés entre 83 et 98%. Certains, comme Charlie Watts, achetèrent des maisons dans le sud de la France. Le batteur possède d'ailleurs toujours la sienne près d'Alès. Keith, lui, refusa d'acheter la villa Nellcôte, à Villefranche-sur-Mer, investie en 1971 pour l'enregistrement d'« *Exile on Main St.* ». Elle lui avait été proposée pour 400 000 livres. C'était trop.

R. C.

Belgique

Une esquisse de Rubens vendue 1,3 million d'euros aux enchères

Une esquisse inédite du peintre flamand Pierre Paul Rubens, portée disparue pendant des siècles, a été vendue dimanche 1,3 million d'euros aux enchères à un collectionneur belge, a indiqué à l'AFP la maison Mercier à Lille (nord).

L'œuvre, qui représente une Sainte Marguerite vêtue d'une robe rouge et blanche, « tenant une croix dans sa main et écrasant le dragon », mesure 33 cm sur 45,7 et a été réalisée par le maître de l'art baroque en 1620, selon le catalogue de la maison de vente.

« Il s'agit de l'esquisse qui a servi de modèle pour l'une des toiles monumentales destinées au plafond de l'église des jésuites

d'Anvers » (Belgique), devenue plus tard l'église Saint-Charles-Borromée », a expliqué à la presse le commissaire-priseur Patrick Deguines.

En 1620, 39 toiles monumentales, de quatre mètres sur trois, sont commandées à Rubens pour cette église qui doit devenir « l'une des plus grandes des Flandres » et « par sa magnificence, le fer de lance de l'Eglise catholique dans son combat avec sa rivale protestante », selon la maison Mercier.

« Ces toiles monumentales étaient réalisées par l'atelier tout entier, avec l'aide des élèves de Rubens, mais les esquisses étaient elles entièrement peintes par le maître, qui refusait de les vendre », a raconté M.

Deguines. Le plafond de l'église « malheureusement été ravagé par un incendie en 1718 », a-t-il regretté.

Et alors que « 33 des esquisses étaient connues, conservées pour beaucoup dans des musées, six avaient disparu, dont cette Sainte Marguerite. Elle a été retrouvée récemment à l'occasion d'une succession », s'est réjoui le commissaire-priseur.

L'œuvre est donc « rare et précieuse » : « Aucune œuvre équivalente de Rubens n'avait été mise sur le marché en France depuis une vingtaine d'années », a-t-il assuré, ravi d'avoir « eu la chance de réaliser cette vente inédite ».

Racim C.



CA Bordj Bou-Arréridj Chaouchi gracié par la direction

LE GARDIEN de but international, Fawzi Chaouchi a repris dimanche l'entraînement collectif avec son club du CA Bordj Bou-Arréridj (ligue 1 mobilis) après une semaine d'absence, a-t-on constaté. Le président du club braïdji, Anis Benhamadi a dans une déclaration indiqué que «Fawzi Chaouchi a été autorisé à rejoindre les entraînements de l'équipe première après qu'il eut été traduit la semaine dernière devant le conseil de discipline pour finalement n'écopé que

d'une amende financière». Le premier responsable du CABBA a ajouté que «Bilel Dziri et son staff technique comptent bien s'appuyer sur l'expérience de Fawzi Chaouchi pour aborder la dernière ligne droite de la saison». Questionné sur la prochaine rencontre de championnat prévue ce jeudi au stade du stade 20-Août de Bordj Bou-Arréridj face au PAC, l'entraîneur Bilel Dziri a affirmé que «la dernière trêve lui a permis de récupérer tous les joueurs blessés».

Equitation/ Course Endurance Internationale (120 et 80 km) à Tiaret

Les cavaliers Djamel Rebiï et Mohamed Asli haut la main

LES CAVALIERS du club équestre «Emir Abdelkader» de Tiaret, Djamel Rebiï et Mohamed Asli, ont décroché les premières places aux courses internationales d'endurance, disputées samedi à Tiaret sur des distances de 120 et 80 km respectivement. Dans l'épreuve de 120 km, Djamel Rebiï montant «Targui» a arraché la première place devant Safi Youssef de l'Association sportive équestre et de loisirs de la commune de Tiaret enfourchant «Olivia» et Mohamed Rebiï de l'Emir Abdelkader» de Tiaret sur «Malik Mehareche». La quatrième place est revenue à Abdenour Asli de l'Emir Abdelkader de Tiaret montant «Quirat». Les quatre cavaliers et chevaux se sont qualifiés après avoir respecté les critères vétérinaires et la vitesse moyen-

ne de l'épreuve, lors de ce concours international d'endurance qualificatif pour le championnat du monde d'endurance, prévu du 3 au 6 septembre à San Rossore en Italie. Chez les cavaliers ayant parcouru la distance de 80 km, la palme est revenue à Mohamed Asli du club Emir Abdelkader de Tiaret montant «Redouane» devant Riad Brahim du club «Hacienda» sur «Quamous» et El-Fartas Hocine de l'Emir Abdelkader de Tiaret sur «Nahr Edirham». Dans les épreuves nationales, 62 et 45 km, les cavaliers Bilal Chihane du club «Hacienda» montant «Bouraada» et Hatem Mohamed de l'Emir Abdelkader de Tiaret sur «Amazon» se sont distingués de belle manière en remportant les premières places.

Championnat d'Afrique de lutte (6^e et dernière journée/ seniors libre)

Cinq médailles décrochées par l'EN

La sélection algérienne de lutte libre seniors a remporté cinq médailles (1 or, 2 argent et 2 en bronze), dimanche soir lors de la sixième et dernière journée des Championnats d'Afrique (cadets, juniors, seniors et féminine), organisés du 26 au 31 mars à Hammamet en Tunisie. L'unique médaille d'or a été l'œuvre de Khabache Abdelhak (65 kg), alors que Lakel Fares (70 kg) et Benferdjallah Fateh (79 kg) ont pris la médaille d'argent. Mohamed-Amine Lakel (61 kg) et Fardj Mohamed (92 kg) ont décroché le bronze. A l'issue de la sixième et dernière du rendez-vous africain de Hammamet, l'Algérie a terminé la compétition avec un total de 50 médailles (13 or, 21 argent et 16 en bronze). Samedi, la sélection algérienne de lutte seniors (gréco-romaine et féminine) avait remporté dix médailles (3 or, 5 argent et 2 en bronze). Chez les messieurs, les trois médailles d'or ont été l'œuvre d'Abdelkrim Fergat (55 kg), Tarek Aziz Benaisa (72 kg) et Adem Boudjmelne (97 kg), alors que Sid Azara Bachir (87 kg), Laoui Abdenour (60 kg), Abdelkrim Ouakali (82 kg) et Hichem Kouchit (130 kg) se sont contentés de l'argent. Akrem Boudjmelne (77 kg) a pris la médaille de bronze. Les athlètes de la sélection féminine, Lamia Chemlal (55 kg) et Kheira Chaimaa Yahiaoui (50 kg) ont

décroché respectivement les médailles d'argent et de bronze. De son côté, la sélection algérienne de la lutte libre (juniors) avait décroché avec brio la première place par équipes avec un total de 150 points, devant l'Egypte (145 pts) et l'Afrique du Sud (131 pts). La sélection algérienne des juniors (gréco-romaine, lutte libre et féminine) a terminé la compétition avec un total de 17 médailles (6 or, 7 argent et 4 en bronze), alors que son homologue cadets/cadettes avait décroché 18 médailles (3 or, 7 argent et 8 en bronze).

Ligue I Mobilis (25^e journée)

Le derby NAHD-MCA à l'affiche

■ Le derby algérois qui opposera le Nasr d'Hussein-Dey au Mouloudia d'Alger sera à l'affiche de cette 25^e journée de la Ligue I Mobilis, même si le derby de l'Est entre le CSC et l'ESS vaut également le détour.



Par Mahfoud M.

Dans une situation difficile après la série de mauvais résultats, ces deux formations tenteront de sortir de cette position et feront tout leur possible pour l'emporter. Les Sang et Or qui ont subi deux éliminations en une semaine, auront fort à faire face au Mouloudia, mais savent en même temps qu'ils doivent l'emporter. Le Nasria qui a perdu en Coupe face au Chabab, se doit de se reprendre dans le championnat et terminer la saison à une place honorable, pour espérer jouer une compétition continentale la saison prochaine. Le NAHD, qui a limogé l'entraîneur Meziane Ighil, après avoir échoué dans sa mission de qualifier l'équipe en finale de la Coupe d'Algérie, se doit de l'emporter pour se réconcilier avec son public. L'entraîneur adjoint, Mohamed Lacet, qui a repris en main l'équipe aura fort à faire, sachant qu'il se doit de compo-

ser avec un effectif très réduit, surtout avec les blessures que connaît le club. Ainsi, Yaïche et Youcefi ne seront pas au rendez-vous, alors que Chouiter sera de retour, ce qui sera une bonne chose pour l'équipe qui souffre dans le compartiment offensif. De son côté, le MCA sait aussi qu'il ne peut se permettre de perdre un autre match et se doit donc de revenir au moins avec le point du nul. Le coach Mohamed Mekhazni qui a redonné des couleurs à l'équipe, surtout avec la victoire face à l'USMA, se doit de mettre en place un véritable commando pour revenir avec le meilleur résultat possible de cette sortie. Le Doyen souffre également avec un effectif décimé surtout en défense, où des joueurs comme Demou et Azzi Ayoub qui ont leur poids dans l'effectif sont déclarés forfaits. Il devra trouver des solutions pour les remplacer, même si les choix sont restreints. Le CS Constantine reçoit à domicile au stade Hamlaoui de Constantine

l'ES Sétif et fera tout son possible pour confirmer sa bonne santé, sachant qu'il est qualifié en demi-finale de la Ligue des champions d'Afrique et de la Coupe d'Algérie. Les gars de Cirta sont décidés à terminer sur une belle note en championnat mais se doivent quand même de faire très attention à cette équipe de l'ES Sétif qui ne se présentera pas en victime expiatoire. Enfin, le MC Oran fera tout son possible pour l'emporter face à l'O Médéa et donc améliorer son classement, mais doit être prudent face à une équipe de Médéa qui souhaite sortir de la zone dangereuse.

M. M.

Le programme :
Mardi 02 avril 2019 :
NAHD-MCA (16h)
MCO-OM (17h)
CSC-ESS (17h)

MC Alger

Le complexe sportif du Doyen lancé

Le P-dg de Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, a procédé dimanche à Ben Aknoun (Alger) à la pose de la première pierre du projet de réalisation du complexe sportif du MC Alger, en présence de plusieurs personnalités du club. Ce complexe sportif, dont le délai de réalisation est fixé à 24 mois, sera construit sur un terrain de 3 hectares et comptera deux terrains de football, une salle omnisports, un hôtel/restaurant, un bloc pédagogique, un autre administratif et un centre médical. «C'est un moment historique pour le Mouloudia qui vient de faire le premier pas vers le professionnalisme à travers la construction d'un tel complexe sportif qui prendra en charge les futurs joueurs du club et c'est tout l'objectif de ce projet. Notre club a souffert par le

passé du manque d'infrastructures et jamais je n'aurais cru assister à cet instant», a déclaré Zoubir Bachi, président du directoire du club algérois. De son côté, le P-dg de Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, s'est engagé devant les responsables du MC Alger à ce que «ce projet appartienne exclusivement au club algérois», soulignant à cette occasion «l'importance de se réunir autour de cet objectif». «Je comprends la colère des supporters du Mouloudia mais en même temps je leur dis que ce projet servira les intérêts de leur club de toujours tout simplement», a-t-il promis. Même son de cloche chez Abdelkader Drif, ancien président du MCA, qui s'est dit «très ému d'avoir vécu la pose de la première pierre du complexe sportif de notre club de toujours»,

appelant «Sonatrach à ne pas décevoir les supporters du Doyen». La cérémonie a été néanmoins marquée par quelques escarmouches provoquées par un groupe de fans en colère et l'intervention du président du Club sportif amateur (CSA/MCA), Turki Messaoudi, qui a estimé que ce projet «n'est que de la poudre aux yeux pour séduire les supporters du MCA qui ont toujours réclamé la séparation avec Sonatrach», actionnaire majoritaire. La cérémonie de la pose de la première pierre du complexe sportif du MCA a vu également la présence du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh et d'anciens joueurs du club à l'instar de Tarek Lazizi, Ameur Ben Ali et de l'ex-président Abdelkrim Raïssi.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Distribution d'eau potable à Alger

Entrée en service de la station de pompage d'Hydra avant le ramadhan

LA NOUVELLE station de pompage dans la commune de Hydra (Alger) sera mise en service avant «le mois de ramadhan» avec une capacité de 2 000 M³/heure, a fait savoir, hier à Alger, le directeur des grands projets à la Société des eaux et de l'assainissement de la wilaya d'Alger (Seaal), Noureddine Saadi.

Cette nouvelle station permettra de lever les obstacles en matière d'approvisionnement en eau potable particulièrement en période estivale, notamment dans les alentours d'El Biar, Hydra, Bir Mourad Raïs et Tixeraine, selon le responsable. La station est équipée de cinq appareils de pompage automatiques qui permettent de détecter les pannes et les coupures pour les signaler à la station principale de Kouba en vue de garantir un approvisionnement permanent des citoyens.

Les travaux sont en cours pour le raccordement du réservoir de la nouvelle station, a-t-il indiqué, précisant que la Sonelgaz procédera au raccordement électrique de la station dans les prochains jours.

Concernant l'ancienne station de pompage, M. Saadi a rappelé qu'elle a été réalisée dans les années 50 avec une capacité de 1 000 M³/heure.

Le projet de réalisation de la nouvelle station de pompage s'inscrit dans le cadre de la préparation de la prochaine saison estivale pour garantir un approvi-

sionnement permanent sans perturbations. En effet, pas moins de 327 projets dont une vingtaine à caractère structurant, tous programmes confondus, seront graduellement mis en service d'ici la saison estivale 2019, des infrastructures devant permettre de mobiliser plus de 1,3 millions de m³ supplémentaires par jour, faisant bénéficier plus de 6 millions d'habitants d'un meilleur approvisionnement en eau potable.

Sur le plan de la qualité, les opérateurs de service public de l'eau potable ont pris les dispositions nécessaires en matière de constitution de stocks suffisants de produits de traitement de l'eau tels que le sulfate d'alumine, l'hypochlorite de calcium, le polymère, le permanganate de potassium, le chlorure ferrique, entre autres, et l'acquisition d'équipements de laboratoire à l'instar des étuves d'évaporation, auto-analyseurs, microscopes renversés, adoucisseurs.

Ces opérateurs ont également pris les dispositions nécessaires en matière de nettoyage et de désinfection des réservoirs et châteaux d'eau ainsi que le renforcement du contrôle de la qualité de l'eau au niveau des points de prélèvement et de distribution, des réservoirs et châteaux d'eau, en multipliant les fréquences d'analyses, notamment aux points critiques du réseau.

Dalil Y.

Football / Jeux Olympiques 2020 - Qualifications

La sélection féminine en stage à Blida

LA SÉLECTION algérienne (seniors/dames) de football a entamé dimanche, au Cercle Régional de Blida, un stage de préparation, en vue de la double confrontation contre le Tchad, dans le cadre des qualifications aux prochains Jeux Olympiques d'été, prévus en 2020 à Tokyo (Japon). «La sélection nationale se compose de 21 joueuses, dont 5 évoluant à l'étranger», a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) dans un communiqué, ajoutant que le match «aller» face au Tchad se jouera le 4 avril (18h00), au stade Mustapha-Tchaker de Blida, alors que le retour est prévu le 9 avril (15h00) au Tchad. Le départ de sélection nationale pour la capitale du Tchad, N'Djamena, est prévu vendredi prochain. Les 21 joueuses retenues sont : Isma Ouadah, Chahrazed Bensekrane, Kahina Takenint, Madina Ramdani, Imène Merrouche, Soulef Gouacem, Yasmine Dahes, Keltoum Aouda Arbi, Fatima Bara, Amina

Hamour, Fethia Benkhedda, Lydia Belkacemi, Assia Sidhoum, Lamia Lounès, Djamilia Marek, Lina Khelifi, Inès Boutaleb, Rahima Benaïchouch, Morgane Belkhitir, Houria Affak et Mounia Houheche.

Racim S.

Chine

Au moins 30 pompiers périssent dans un incendie de montagne

AU MOINS 30 pompiers ont trouvé la mort en Chine dans un incendie de végétation qui a ravagé une zone de haute montagne du sud-ouest du pays, ont annoncé hier les autorités. Près de 700 pompiers ont été envoyés dimanche combattre un incendie qui s'était déclaré la veille à environ 4 000 mètres d'altitude dans le comté de Muli, dans la province du Sichuan, a indiqué dans un communiqué le ministère des Situations d'urgence. Dans un précédent bilan, les autorités ont rapporté la mort d'au moins 26 pompiers. Les

sauveteurs ont retrouvé le corps de 30 pompiers, avec lesquels les autorités avaient perdu le contact après un changement soudain de la direction du vent, qui a provoqué «une gigantesque boule de feu», selon le ministère. Le président Xi Jinping a adressé d'importantes instructions aux forces de sécurité et aux services de secours», a précisé le ministère. Un autre feu de forêt qui a duré deux jours dans la province de Shanxi (nord) a été maîtrisé dimanche, selon l'agence officielle Xinhua. Plus de 9 000 personnes ont dû

Brexit



Djalou@hotmail.com

Béjaia

Mobilisation des travailleurs affiliés à l'UGTA

Les travailleurs de la Fonction publique, entreprises publiques de travaux publics, bâtiment, routes (ENMTP, ETR...), OLN, habitat, formation professionnelle, Education nationale, assurances, banques, ont participé à cette manifestation pour «exiger le départ immédiat du système en place et la refondation de l'Union générale des travailleurs algériens».

Par H. Cherfa

Des slogans hostiles au régime en place ont également été scandés : «Système dégage, Sidi-Saïd dégage, pouvoir dégage...». Les manifestants ont brandi des banderoles et des pancartes sur lesquelles étaient écrits des slogans, des revendications tels que « Instauration d'une 2^e République démocratique et sociale », « Départ immédiat du système, système dégage, Sidi Saïd dégage... ». Les manifestants « dénoncent le nouveau gouvernement, qualité de mascarade, et exigent que le choix et la souveraineté soient restitués au peuple ». Dans une déclaration, l'union de wilaya rappelle « la clairvoyance de ses positions antérieures et les actions organisées dans le cadre du mouvement populaire pour faire barrage à l'obscurantisme du pouvoir en place et sa volonté de mener la nation et la société vers un

avenir incertain ». Et d'ajouter : « L'UGTA a été créée en 1956 et avait pour mission de faire participer les travailleurs à la lutte libératrice contre le colonialisme français. Aujourd'hui après soixante années de lutte aux côtés des travailleurs, le devoir nous interpelle encore une fois mais cette fois pour libérer le pays d'un système féodal et archaïque », lit-on dans une déclaration de l'union de wilaya. Dans la ville d'Akbou, une

marche a été organisée par les travailleurs de plusieurs secteurs dont ceux des secteurs des assurances, finances, avec pour mots d'ordre « Système dégage, Etat de droit, libre et démocratique, 2^e République ». Les manifestants « dénoncent le nouveau gouvernement et exigent un changement radical du régime dans le pays ».

H. C.

Médéa

Un réseau de trafic de psychotropes activant dans plusieurs wilayas démantelé

Un réseau de trafic de psychotropes activant à Médéa et dans les wilayas limitrophes a été démantelé par les éléments de la police judiciaire de la 3^e sûreté urbaine de Médéa et plusieurs individus ont été arrêtés, a-t-on appris hier auprès de la sûreté de wilaya.

Agissant sur la base de renseignements fournis par des citoyens sur des activités suspectes d'individus au niveau d'un quartier populaire de la ville de Médéa, les éléments de la 3^e sûreté urbaine ont aussitôt déclenché une enquête qui a abouti à l'arrestation d'un premier suspect, dont les aveux ont permis de remonter à tout le réseau, a indiqué la même source. D'autres individus, impliqués dans ce trafic, dont un pharmacien exerçant dans une wilaya du centre du pays, ont été arrêtés dans le sillage de cette enquête, soldée par la saisie d'une quantité importante de psychotropes et de fausses ordonnances médicales utilisées pour approvisionner ce réseau, a-t-on ajouté. De faux documents d'identité, portant des noms de personnes âgées ou décédées, ont été également trouvés dans le domicile de l'un des membres de ce réseau qui ont été présentés devant la justice et mis sous mandat de dépôt, en attendant leur procès.

R. I.

Kamel L./APS